

Papier de position pour des marchés financiers au service de l'économie verte

Règles vertes pour la protection de l'environnement et la justice sociale

Etat des lieux

Les crises à répétition de ces dernières années montrent qu'une régulation stricte et contraignante et des contrôles des marchés financiers sont de toute urgence nécessaires. Les marchés financiers dérégulés aggravent les inégalités et poussent au gaspillage des ressources naturelles. Ils mettent en danger l'économie réelle et le développement de la société. Sous leur forme actuelle, ils n'offrent en aucune manière un fondement solide pour une économie qui réduit les inégalités et qui ménage les ressources. Fortement exagérées, les attentes de rendement ne peuvent pas être réalisées sans dommages à l'environnement et à la société. En particulier la spéculation sur les ressources telles que les denrées alimentaires, l'eau, le sol, mais également sur les cours des devises et les titres financiers créent de graves problèmes. Les conséquences en sont des monnaies anormalement instables, des démantèlements sociaux, des Etats en faillite et une raréfaction des bases élémentaires d'existence.

LES CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE

Durant les années 1990, le modèle économique basé sur la valeur actionnariale, la banque d'investissement s'est imposé sur toute la planète. Les politiques de dérégulation et de privatisation menées à l'échelle mondiale n'en sont pas la moindre cause. Dans le même temps, l'informatisation des systèmes bancaires a induit une accélération sans précédent. Tant les avantages fiscaux qui encouragent le surendettement que la titrisation des risques ont permis la prolifération de produits financiers toujours plus opaques et complexes. Un commerce des risques aux ramifications inextricables s'est établi suite à cela. Les marchés financiers libéralisés que nous connaissons aujourd'hui produisent du crédit excédentaire et favorisent les bulles spéculatives, l'inflation et le surendettement. Le capital investi à court terme se multiplie et se concentre dans les mains d'une élite mondialisée. Comme le niveau réel des salaires stagne, l'écart entre pauvres et riches, de même qu'entre les Etats continue de se creuser.

En même temps, avec les salaires souvent excessifs versés dans le secteur de la finance, les représentations habituelles d'un salaire adapté au travail fourni perdent complètement leurs repères. Les investissements dans l'économie réelle, en particulier aussi pour un tournant énergétique rapide et une économie verte perdent en attractivité en comparaison aux placements spéculatifs.

Les Verts militent pour une politique de régulation de la finance axée sur une économie verte, la conservation des emplois et la protection des ressources naturelles. Des règles claires et contraignantes doivent aider à la réforme des marchés financiers et les mettre au service de la société et de l'économie réelle. Les Verts plaident pour une loi bancaire efficace, une banque nationale indépendante et forte, des produits financiers transparents et l'abolition des paradis fiscaux. Les Verts veulent des marchés financiers qui favorisent une économie soucieuse de l'environnement et une responsabilité sociale, avec lesquels les investissements sur plusieurs générations valent à nouveau la peine. Seuls de tels marchés créent les conditions nécessaires à la réorientation des politiques énergétiques, au développement de l'économie verte de même que pour une sécurité sociale.

1. Des règles pour les banques et les produits financiers

Au cours de dernières décennies, les banques ont beaucoup gagné en importance. Leurs tailles et leurs positions centrales en font de puissants acteurs économiques, mais également politiques. Elles gèrent les fortunes et les dettes des personnes privées, des entreprises, des fonds institutionnels et des Etats.

Une grande partie du capital des banques sert à une spéculation exagérée et n'apporte aucun profit à l'économie réelle, tout étant susceptible de lui causer des dommages d'autant plus importants. Les cycles boursiers et conjoncturels prennent des proportions excessives sous l'effet du capital qui circule sur les marchés financiers. Lorsque les banques se trouvent dans une situation précaire, les avoirs des clients sont en jeu. Si c'est l'Etat qui se porte garant des avoirs menacés et des banques, les pertes de ces dernières sont reportées sur la collectivité, alors que les gains restent leur propriété privée. Ces dernières années, de nombreuses banques ont été recapitalisées et sauvées de la faillite par des fonds publics, quasiment sans contrepartie.

La problématique dite «*too big to fail*» - trop grand pour faire faillite, est particulièrement aiguë en Suisse. L'effondrement d'une grande banque aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi il est essentiel de mieux réguler les banques présentant un risque systémique et d'accélérer également les adaptations structurelles.

Une meilleure gestion des risques sur les marchés financiers exige également des règles claires et contraignantes pour les produits financiers et leur commerce. Il s'agit de mieux réglementer la spéculation à court terme, en particulier les transactions automatisées et les produits présentant des risques élevés, tels les produits dérivés.

- **UNE LOI POUR LES PRODUITS FINANCIERS ET LEUR COMMERCE**

Les Verts demandent au Conseil fédéral de préparer une loi pour réglementer le commerce des produits financiers et des matières premières. La loi doit prendre exemple sur les nouvelles directives de l'Union Européenne¹ et permettre une plus grande transparence. Le commerce extra-boursier des dérivés² doit être transféré, si possible dans sa totalité, sur les places des marchés réglementés. Pour ce faire, une large standardisation de tous les dérivés est nécessaire. La FINMA doit examiner les produits dérivés avant de les admettre sur les marchés. Elle doit à cette fin être dotée des moyens et du personnel nécessaires. La spéculation sur les denrées alimentaires via des fonds publics et des certificats sur les matières premières doit être interdite. De plus, il faut étudier la mise en place d'une autorité spéciale chargée de la surveillance du commerce des matières premières physiques et des produits alimentaires.

- **INSTAURER DES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE FONDS PROPRES**

La crise financière a mis en lumière des défaillances dans la gestion des banques. Les risques qu'elles prennent sur les marchés financiers sont beaucoup trop élevés par rapport à leurs fonds propres. Les Verts s'engagent pour de sévères prescriptions en matière de fonds propres. Les banques doivent disposer d'un capital de base d'au moins 15% de leur bilan non pondéré.

- **IMPÔT COMPENSATOIRE POUR LES GRANDES BANQUES**

Un impôt compensatoire doit être instauré pour les banques qui sont «*too big to fail*» et bénéficient de facto de la garantie de l'Etat. Cet impôt est en même temps une incitation à réduire la taille de l'entreprise et, pour l'Etat, une compensation du risque représenté par ces grandes entreprises.

¹ MIFID-2 (Markets In Financial Instruments Directive)

² over-the-counter

- **INTRODUIRE LE SYSTÈME BANCAIRE DIFFÉRENCIÉ**

Les banques doivent isoler leurs activités de banques d'investissements impliquant une forte prise de risques. Le but d'un système bancaire différencié est de séparer l'octroi de crédit du commerce des titres, afin de protéger les avoirs des clients de la banque. En parallèle, les opérations pour compte propre sont exclues, ce qui permet au secteur bancaire de gagner en transparence et en sécurité. Contrairement au système bancaire universel actuel, où chaque banque peut offrir toute la palette de services, les banques différenciées ne peuvent être actives que dans leur propre domaine. Cette réforme peut facilement être mise en œuvre grâce à la licence bancaire.

- **RÉGULATION DES PROVISIONS ET LES BONUS**

Les provisions et les bonus produisent de mauvaises incitations. Ils poussent à une multiplication des opérations d'achat et de vente. De ce fait, les marchés financiers sont inutilement gonflés et de plus en plus opaques. C'est pourquoi l'autorité de surveillance du marché britannique a décidé une interdiction générale des provisions dès 2012. La Suisse doit elle aussi décider une interdiction des provisions.

2. Renforcer la surveillance et plus de transparence

Le monde politique a sa responsabilité dans la crise actuelle. On a trop longtemps toléré que les produits financiers tels que les dérivés de crédit, la titrisation et des acteurs comme les hedge-fonds échappent à tout contrôle effectif. On a trop longtemps accepté que les banques contournent les prescriptions en matière de fonds propres par la délocalisation de sociétés à but spécial. Ces lacunes de la réglementation doivent être comblées au plus vite. Les marchés financiers doivent être suffisamment transparents, de manière à ce que les lois puissent être réellement appliquées. L'autorité de surveillance du marché doit pour cela être renforcée.

- **RENFORCER LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS**

L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a pour tâche principale de prévenir les évolutions néfastes et les crises. Or c'est justement ce dont elle s'est révélée incapable ces dernières années. Elle n'a pas su reconnaître à temps les risques induits par les dérivés de crédit et les bulles spéculatives, et n'a pas exercé un contrôle suffisant sur les banques. Afin que la surveillance des marchés financiers fonctionne mieux à l'avenir, les autorités de surveillance doivent être plus indépendantes du secteur bancaire qu'elles sont chargées de contrôler. Elles doivent davantage s'assurer que les systèmes de rémunération et d'incitation ainsi que les activités ordinaires des banques profitent avant tout aux clients et non au chiffre d'affaire de la banque. À cette fin, tous les domaines doivent être soumis à la surveillance, y compris le déroulement des affaires et des opérations de vente. Le public doit par ailleurs être mieux informé sur la place financière suisse. La FINMA doit présenter chaque année aux médias un rapport avec les chiffres-clé et le taux de croissance des banques, assurances, hedge-fonds et sociétés de private equity en Suisse.

- **ABOLIR LES PARADIS FISCAUX**

La plupart des hedge-fonds et des sociétés à but spécial ont leur siège dans des paradis fiscaux, afin d'échapper à la régulation des marchés financiers, au fisc et aux autorités de surveillance. La stabilité des marchés financiers n'est possible que si les réglementations peuvent être appliquées sans exception partout, ce qui implique une abolition des paradis fiscaux. C'est pourquoi les entreprises doivent communiquer où résident leurs filiales et leurs gains. Ceci n'est possible qu'avec l'étroite collaboration internationale et leurs places financières. La place financière suisse peut jouer ici un

rôle-clé. Le secret bancaire continue de pousser à l'évasion et à la fraude fiscales. Les Verts demandent une loi-cadre abolissant la différence entre évasion et fraude fiscales. Les banques sont tenues de mettre en place des stratégies contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale.

- **EDICTER DES RÈGLES DE TRANSPARENCE POUR LES PRODUITS FINANCIERS**

Les banques développent sans arrêt de nouveaux produits financiers extrêmement complexes, grâce auxquels ils peuvent vendre des créances à profit. Les risques véritables qu'impliquent de tels placements sont dissimulés et reportés sur les clients. Les Verts exigent des règles claires pour une gestion transparente des titres. Ils soutiennent la revendication de la FINMA demandant une loi sur la surveillance des marchés financiers pour mieux protéger les clients, comme par exemple le renforcement du devoir d'information et de publication d'un prospectus au niveau du produit, ainsi que l'instauration de règles de comportements unifiées pour tous les prestataires de services financiers sur le lieu de vente et de commercialisation. L'incitation à la spéculation doit par ailleurs de nouveau constituer un délit.

3. Imposer équitablement les marchés financiers

Les produits négociés sur les marchés financiers sont depuis longtemps découplés de l'économie réelle. Le développement de nouveaux produits financiers à hauts risques a été encouragé durant des années par des incitations fiscales fallacieuses. On a avantage des formes de sociétés, des modes de financement et des produits financiers problématiques. Le manque grandissant de transparence rend de plus en plus difficile l'évaluation des risques des marchés. Un changement de cap est nécessaire. Des incitations fiscales judicieuses sont essentielles.

On discute depuis de nombreuses années de l'introduction d'un impôt sur les marchés financiers. L'impôt sur les transactions financières générales ou sur le chiffre d'affaire financier, qui comprend toutes les transactions financières, est actuellement envisagé par l'Union Européenne et devrait être introduit en 2014. À part l'impôt sur les transactions financières, certains pays connaissent des impôts nationaux sur la circulation des capitaux, qui règlent certains aspects du problème. Le plus fréquent est l'impôt sur le chiffre d'affaire boursier, perçu sur les transactions des bourses de titres. Autre exemple, le droit de timbre grevant les titres et actes authentifiés. La taxe Tobin est une forme spéciale d'impôt sur les transactions financières, qui ne touche que les transferts de devises. On peut aussi mentionner l'impôt sur les gains en capital, un impôt à la source sur les fortunes mobilières perçu dans le cadre de l'impôt fédéral.

- **POUR UN IMPÔT SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES**

Le parti des Verts milite pour une imposition générale des marchés financiers par un impôt sur les transactions financières. La spéculation à court terme ayant des effets particulièrement néfastes, il faut taxer plus fortement les opérations à terme portant sur des devises, des matières premières, des biens immobiliers et les dérivés correspondants. Lorsqu'un titre ne reste que peu de temps dans les mêmes mains, un taux d'imposition de 0,1% peut être justifié, taux qui descendrait à 0,01% du chiffre d'affaires après 3 ans.³

La Suisse doit activement soutenir les efforts de l'Union Européenne pour instaurer un impôt sur les transactions financières. Le Conseil fédéral doit prendre des dispositions internes pour que la Suisse puisse introduire un tel impôt en même temps que l'Union Européenne. La Suisse doit par ailleurs activement promouvoir un

³ De telles dégressions existent au niveau cantonal pour l'impôt sur les gains immobiliers

impôt mondial sur les transactions financières lors des conférences internationales et user de tous les moyens diplomatiques disponibles à cette fin.

- **MAJORER LE DROIT DE TIMBRE – INTRODUIRE UN IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL**
Tant que les efforts entrepris au niveau international ne portent pas leurs fruits, les Verts misent sur des mesures que la Suisse peut mettre en œuvre relativement rapidement, par exemple la hausse du droit de timbre. Ce signifie concrètement que le droit de négociation des titres indigènes, aujourd'hui de 0,15%, serait élevé au niveau des titres étrangers, qui est de 0,3%. Le commerce des produits dérivés ne doit plus être exonéré d'impôts.
- **UN IMPÔT NATIONAL SUR LES GAINS EN CAPITAL**
Les Verts réitèrent leur demande de longue date d'un impôt national sur les gains en capitaux et d'un impôt libérateur. Il n'est pas compréhensible que les petits épargnants doivent payer un impôt sur les intérêts de leur fortune alors que les gains en bourse en sont exemptés. Les banques suisses prélèvent déjà un impôt libérateur sur les gains des investisseurs allemands en Suisse et peuvent élargir celui-ci aux investisseurs suisses.

4. Pour une Banque nationale forte et indépendante

En raison de la crise financière, la Banque nationale Suisse (BNS) a été forcée d'intervenir massivement sur le marché des devises à plusieurs reprises ces dernières années. La volatilité sur le marché des devises a produit des pertes pour la BNS. La conséquence en est un manque de rentrées pour la Confédération et les cantons et des hausses d'impôt sont d'ores et déjà prévues dans plusieurs cantons. C'est une fois de plus à la collectivité de payer le prix des comportements à hauts risques des banques d'affaires. Les Verts demandent une séparation claire entre le personnel de la Banque nationale et celui des banques d'affaires. La BNS doit d'ailleurs tout mettre en œuvre pour stabiliser les cours de change et le franc suisse.

- **POUR PLUS D'INDÉPENDANCE VIS-À-VIS DES BANQUES D'AFFAIRES**
En vertu des dispositions constitutionnelles et législatives, l'action de la Banque nationale doit être guidée par le souci du bien commun du pays. La Constitution précise que la Banque est indépendante. Les Verts soutiennent ce principe, car seule cette condition permet d'éviter qu'un gouvernement mène une politique monétaire trop expansive et que celle-ci soit trop fortement tributaire de la majorité politique du Conseil fédéral. Pour les Verts, la Banque nationale ne doit pas seulement être indépendante de la politique, mais aussi en particulier des banques, car elle est la dernière instance de refinancement des banques d'affaires en situation de crise économique. La responsabilité propre des banques doit donc être définie de façon claire et contraignante dans la loi sur les banques. Par ailleurs, le Conseil fédéral doit absolument veiller à ce que le conseil de la Banque nationale et son directoire conservent toute indépendance face aux banques, sans quoi nous continuons d'avoir des conflits d'intérêts.
- **STABILISER LES TAUX DE CHANGE**
L'actuelle crise du système monétaire est une conséquence à la fois de la crise financière et du système mixte actuel, constitué de taux de change fixes et flottants. Au sein de ce système, le franc suisse compte parmi les monnaies les plus stables. Durant les périodes de crises il sert de valeur-refuge, ce qui signifie que les détenteurs de capital cherchent à placer leur argent dans notre pays, devenu synonyme de « havre de sécurité ». La conséquence en est une appréciation

massive du franc suisse, dont les effets sont dramatiques pour les exportations et le tourisme. Pour les Verts, le taux de change flexible est trop fortement influencé par la spéculation. Ils s'engagent pour une intervention de la BNS sur le marché des devises afin de stabiliser le taux de change et de fixer le cas échéant un objectif de cours. Ils demandent également au Conseil fédéral qu'il étudie la possibilité de retourner à un système de taux de change stabilisé, comme la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement CNUCED l'a proposé dans son dernier rapport.⁴

- **EXAMINER UNE REFORME DE LA CRÉATION DE MONNAIE**

Les banques d'affaires sont aujourd'hui responsables d'une grande partie de la création de monnaie, et donc intéressées aux gains générés par cette activité. En Suisse, une somme moyenne de 8 milliards de francs par année a été créée durant la dernière décennie. Plus de 80% de l'augmentation annuelle de la masse monétaire est due aujourd'hui aux banques privées, via les crédits et les valeurs actives. Les Verts souhaitent qu'un débat soit mené sur ce modèle de création de monnaie.

5. Réorienter les marchés financiers selon les critères du développement durable

Au vu de la crise financière, climatique et alimentaire d'ampleur mondiale, le secteur financier doit être réformé. Obsédés par des rendements maximum, les marchés financiers ont forcé de nombreuses entreprises à mener une politique d'entreprise qui n'est pas durable. Les marchés financiers peuvent et doivent contribuer positivement à une économie durable. Les critères écologiques et sociaux doivent avoir plus de poids dans les décisions qui président aux investissements. Les domaines de l'électricité verte, de la protection du climat et de l'utilisation efficiente des ressources requièrent d'énormes investissements.

Les placements prenant en compte les dimensions écologiques et sociales suscitent une demande. Les investissements durables ont même venus à constituer un marché mondial en forte croissance. Les diverses branches de l'économie verte offrent un immense potentiel, appelé à devenir plus important avec la pénurie croissante des ressources. Les entreprises qui concilient des buts économiques, écologiques et sociaux acquièrent un avantage concurrentiel.

Pour que les investisseurs privés puissent effectuer des placements tenant compte de critères écologiques et sociaux, il est nécessaire d'établir une liste d'indicateurs comparables et vérifiables ayant force obligatoire, ainsi que des rapports évaluant les entreprises à leur aune. Les déclarations volontaires en vigueur actuellement ne permettent pas d'assurer que les données publiées soient comparables, ce qui est requis en particulier pour l'analyse financière. L'obligation de présenter un rapport est pourtant une norme établie depuis longtemps en France, en Grande-Bretagne ou en Suède. Cela a conduit les caisses de pensions privées et d'entreprises à multiplier les investissements dans les secteurs durables. Ainsi les fonds de réserve français de l'assurance-vieillesse se livrent concurrence sur le front de la durabilité. Pour promouvoir en Suisse un actionnariat actif et responsable (Actares, Ethos, etc.), il faut d'urgence des conditions-cadre étatiques.

⁴ Trade and Development Report 2011. Post-crisis Policy Challenges in the World Economy. 6 septembre 2011

- **DES CRITÈRES MINIMUM POUR DES PRODUITS FINANCIERS DURABLES**

Les Verts demandent au Conseil fédéral de présenter au Parlement un projet de loi ou une modification de la loi sur les bourses, qui fixe des critères minimum pour les produits financiers durables et des règles pour la transparence de tels produits, par exemple en définissant un label pour les consommateurs. Il faut, ce faisant, respecter notamment les normes internationales telles que les normes essentielles du Bureau International du Travail (BIT), l'interdiction du travail des enfants ou la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Les investissements visant des projets non-durables – énergie nucléaire, armement, doivent être exclus. Il faut interdire les investissements dans des produits qui contreviennent aux conventions internationales, comme par exemple les bombes à sous-munitions. Ces critères doivent être successivement élargis à tous les produits financiers négociés sur les places boursières.

Des critères écologiques, sociaux et éthiques doivent guider les pouvoirs publics, Postfinance, les banques cantonales et les caisses de pension dans leurs investissements. Ils doivent informer chaque année les parties prenantes du respect de ces critères. Il faut modifier les conditions de vente de tous les produits financiers dans les domaines de la banque, des titres et des assurances, de telle manière que durant les entretiens de conseil avec les clients, la question soit posée du rôle que doivent jouer les dimensions écologiques et sociales lors du choix des produits financiers.

- **DES INDICATEURS DE DURABILITÉ POUR LES ENTREPRISES**

Une réorientation des marchés financiers n'aura de chance d'aboutir que si les critères écologiques et sociaux sont reconnus par les détenteurs de capitaux pour les investissements indirects. À cette fin, le Conseil fédéral est tenu de présenter un catalogue standardisé des indicateurs de base s'appliquant à toutes les branches en matière d'environnement, comme la consommation d'énergie, les émissions de CO₂ et l'efficacité énergétique. Toutes les entreprises cotées en bourse doivent être tenues par la loi de publier un état des lieux standardisés de leurs pratiques en matière de durabilité. À partir de les entreprises peuvent élaborer un rapport de durabilité et définir concrètement des objectifs écologiques et sociaux.

- **DAVANTAGE DE FEMMES DANS LES FONCTIONS DIRIGEANTES**

Les femmes ont tendance à prendre des décisions plus durables et moins risquées en matière d'investissement. La sous représentation criante des femmes dans les conseils d'administration et les fonctions dirigeantes au sein des banques et d'autres services financiers, conduit à une pensée du profit à court terme et à une gestion des affaires fortement orientée vers la prise de risque. C'est pourquoi la proportion des femmes devrait être fortement augmentée non seulement dans les entreprises, mais également au sein de la FINMA et du conseil de banque de la BNS.

- **POUR UNE FORMATION ÉCONOMIQUE COMPLÈTE**

Il faut réformer les institutions de formation dans les domaines de l'économie et de la finance. Les cursus actuels se fondent sur des bases insuffisamment diversifiées. La théorie économique néoclassique ne fournit pas une base suffisante pour les étudiants, appelés dans leur future profession à prendre d'importantes responsabilités. La formation devrait comprendre des cours obligatoires sur l'impact écologique et social de notre modèle économique et sur les alternatives existantes. Les subventions doivent davantage bénéficier à la recherche sur les modèles économiques alternatifs. Pour contrebalancer l'homogénéité du cursus, les étudiants de la faculté économique doivent être tenus de choisir des branches secondaires dans d'autres domaines d'études. La connaissance de formes alternatives de l'économie doit être encouragée aussi au niveau de l'apprentissage de la profession.

Conclusion

Le développement de l'économie verte est dépendant d'une régulation sévère et intelligente des marchés financiers. Les marchés financiers ne doivent pas exercer de suprématie en matière de politique et d'économie. Les marchés financiers doivent être au service de l'économie et non pas l'inverse. Les investissements peuvent avoir un effet de levier destructeur ou bénéfique pour l'environnement social et écologique. C'est pourquoi les investisseurs doivent pouvoir prendre en considération des critères écologiques et sociaux contraignants pour leurs décisions de placement. Une politique en faveur d'une économie verte et d'un secteur financier durable procure un cadre légal, dans lequel les investissements à long terme valent la peine et l'économie durable rapporte. La politique économique et financière verte est une politique orientée vers le long terme.

Approuvé par l'Assemblée des délégués des Verts Suisse le 19 novembre 2011
Auteurs : Miriam Behrens, Iwan Schauwecker